

L'Association Mondiale des Organismes de Promotion de l'Investissement: Pour un Échange des Meilleures Pratiques en Matière de Promotion des Investissements Étrangers

En 2001, le Kenya est devenu le principal fournisseur de fleurs de l'Union européenne. Avec plus de 50 000 personnes employées par ses 70 plus gros floriculteurs, les exportations kenyanes à destination de l'UE se sont élevées à 110 millions de dollars des États-Unis pour cette même année. Comme dans d'autres secteurs de l'horticulture kenyane, les entreprises étrangères contrôlent près de 90 % de la production de fleurs du pays.

Le cas kenyan n'est pas isolé: on observe le même phénomène dans de nombreux secteurs dans le monde entier, et dans la plupart des cas il existe une nette corrélation entre l'augmentation des investissements étrangers directs (IED) et la croissance des exportations des filiales étrangères de sociétés transnationales (STN).

Au début des années 90, de nombreux pays ont commencé à créer des organismes de promotion des investissements pour attirer les investisseurs étrangers. Aujourd'hui, il en existe plus de 500 de par le monde, et leur nombre ne cesse de croître. En 1995, pour faciliter les échanges d'expériences nationales de la promotion des investissements étrangers, la CNUCED a lancé un réseau d'organismes de promotion des investissements: l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA). Celle-ci est vite devenue un forum permanent offrant des possibilités de mise en réseau et encourageant un échange de meilleures pratiques entre organismes.

Ces deux dernières années, le nombre des membres de l'Association a connu un essor considérable, passant de 112 à 161 pour un total de 139 pays. Y figurent maintenant un certain nombre de pays de l'OCDE, qui se sont rendu compte des avantages qu'il y avait à travailler avec leurs homologues des pays en développement, et aussi plusieurs organisations internationales: le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) du Groupe de la Banque mondiale, l'OCDE et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Confrontés au ralentissement de l'économie mondiale et à la chute vertigineuse des IED, les organismes de promotion des investissements doivent aujourd'hui recenser les avantages comparatifs de leur pays et s'en servir pour commercialiser leurs produits. Les compétences de leur personnel doivent être adaptées en conséquence grâce à une formation et à une expérience directe. Ce sont là deux domaines dans lesquels l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement peut apporter un plus.

¹ Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Aruba, Australie, Autriche, Autorité nationale palestinienne, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, République islamique d'Iran, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe.

² Organisation de coopération et de développement économiques.



De quelle façon l'Association aide-t-elle les organismes de promotion des investissements?

Le rôle de l'Association consiste à:

- Développer la coopération et l'entente entre organismes de promotion des investissements;
- Améliorer la collecte et l'échange d'informations entre eux;
- Favoriser un échange d'expériences sur les moyens d'attirer les investissements;
- Aider les organismes à obtenir formation et assistance technique;
- Les aider à conseiller leur gouvernement sur les politiques et les stratégies à suivre en matière d'investissement.

Chaque année, les membres de l'Association adoptent un programme de travail en fonction des besoins d'information et de formation des organismes. Une série d'ateliers régionaux de formation et de voyages d'étude compose le volet "formation" du programme. En 2003, l'Association a organisé, avec l'aide du secteur privé, cinq sessions de formation à l'intention du personnel – débutant et expérimenté – des organismes sur: le marketing stratégique; les IED et la création de groupements d'entreprises; les services aux investisseurs et le suivi à leur apporter; la gestion d'activités ponctuelles. Les voyages d'étude donnent au personnel des institutions membres de la WAIPA la possibilité de travailler deux semaines dans des organismes ayant à leur actif un bilan très positif en matière de promotion de l'investissement.

En janvier 2003, près de 300 membres de 90 pays ont assisté à la huitième Conférence annuelle de l'Association, dont d'influents stratèges en investissements, d'éminents décideurs et des chercheurs renommés de pays développés et de pays en développement, tous conscients que la capacité d'attirer des IED n'était pas un jeu à somme nulle et qu'il y avait beaucoup à apprendre des succès de certains organismes de promotion.

Les rôles parallèles des entreprises et des pouvoirs publics dans la promotion de l'investissement ont été le point central de la réunion du Bureau de l'Association (Genève (Suisse), 28 et 29 janvier 2004). L'orateur principal, M. Demian Fiocca, Secrétaire aux affaires internationales du Ministère brésilien de la planification, a présenté les projets d'infrastructure et les partenariats secteur public-secteur privé que son gouvernement mettait sur pied pour améliorer le climat de l'investissement dans son pays.

Une réunion organisée à cette occasion à la CNUCED a également permis à M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil, accompagné de sept de ses ministres, de rencontrer un parterre de plus de 200 cadres de sociétés étrangères intéressées par des investissements au Brésil. Les discussions ont surtout porté sur l'environnement macroéconomique brésilien et sur la nécessité d'intégrer des considérations sociales dans les politiques d'investissement comme gage de succès. "Si vous voulez investir au Brésil, les règles sont clairement définies", a déclaré M. Lula da Silva.

La neuvième Conférence annuelle de l'Association se tiendra du 14 au 16 juin 2004 à São Paulo (Brésil), parallèlement à la onzième session de la Conférence ministérielle de la CNUCED. Celle-ci et la WAIPA organiseront deux tables rondes en commun consacrées, l'une au renforcement de la capacité d'exportation concurrentielle des entreprises des pays en développement, l'autre aux moyens d'utiliser les IED pour stimuler la compétitivité des exportations. Plusieurs manifestations parallèles auront également lieu.

Pour de plus amples renseignements, consulter le site Web de l'Association (<http://www.waipa.org>) ou écrire à Hanna Daoudi à la CNUCED (hanna.daoudi@unctad.org).